

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/AHG/W/27

8 octobre 1997

(97-4284)

**Comité des pratiques antidumping
Groupe de travail spécial de la
mise en oeuvre de l'Accord**

Original: anglais

QUESTION 7* - ARTICLE 6.9 "FAITS ESSENTIELS"

Communication des Etats-Unis

La Mission permanente des Etats-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 7 octobre 1997.

Introduction

L'article 6.9 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (Accord antidumping) prévoit qu'avant d'établir une détermination finale, les autorités informeront toutes les parties intéressées des "faits essentiels examinés qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives. Cette divulgation devrait avoir lieu suffisamment tôt pour que les parties puissent défendre leurs intérêts."

Le Département du commerce des Etats-Unis (le Département du commerce, ou le Département) et la Commission du commerce international des Etats-Unis (la Commission) ont mis en place depuis longtemps, dans un souci de transparence, des procédures relatives à la divulgation aux parties des faits sur lesquels sont fondées leurs déterminations antidumping. Ces procédures concernent la divulgation des faits essentiels, des méthodes et des calculs qui conduisent à l'adoption de mesures définitives dans des enquêtes antidumping.

Les renseignements qui sont fournis en temps voulu au Département du commerce ou à la Commission font l'objet d'observations de la part des autres parties à la procédure dans un délai raisonnable fixé par le Département ou par la Commission. Avant d'établir une détermination finale, ces deux entités cessent de recueillir des renseignements et donnent aux parties plusieurs occasions de formuler des observations au sujet des renseignements recueillis.¹

Procédures du Département du commerce

Le Département du commerce, qui est chargé de calculer la marge réelle de dumping dans une enquête antidumping, tire la majeure partie de ses données de fait des communications présentées par les parties intéressées au cours de la procédure. Les parties intéressées sont autorisées à formuler

*Les questions suivies d'un chiffre sont reprises du document G/ADP/W/401.

¹Article 782 g) de la Loi douanière de 1930 ("la Loi").

des observations sur les faits qui leur sont communiqués par le Département ou par d'autres parties au cours de l'enquête dans un délai de sept jours avant la vérification.² A cet égard, les parties peuvent présenter des données de fait pour réfuter, clarifier ou corriger des données de fait soumises par d'autres parties intéressées à tout moment avant l'échéance de ce délai.³

Le Département peut néanmoins demander à une partie de présenter des données de faits additionnelles à tout moment au cours d'une procédure antidumping⁴ et, conformément à l'article 782 g) de la Loi douanière de 1930, il doit donner aux parties la possibilité de formuler des observations sur tout renseignement quel qu'il soit obtenu par lui et sur lequel celles-ci n'ont pas eu la possibilité de formuler des observations auparavant.

Au cours de l'enquête, les parties ont encore la possibilité de formuler des observations au sujet des faits versés au dossier dans des mémoires ou des contre-mémoires⁵ et dans le cadre d'une audition publique.⁶ La détermination finale du Département doit contenir une explication du fondement de sa détermination portant sur les arguments pertinents avancés par toutes les parties intéressées.⁷ Dans les cinq jours qui suivent l'annonce de sa détermination finale, le Département doit révéler aux parties les détails du calcul de la marge de dumping. Les parties peuvent alors formuler des observations concernant d'éventuelles erreurs ou, dans un délai supplémentaire de cinq jours, répondre aux observations formulées par d'autres parties au sujet d'éventuelles erreurs.⁸

Pour faire en sorte que les parties obtiennent tous les renseignements pertinents concernant l'affaire dans les meilleurs délais, il est prévu dans le système du Département du commerce que les parties à l'enquête doivent signifier leurs renseignements aux autres parties à la procédure au moment même où elles les communiquent au Département. Cette formule évite aux parties d'avoir à rechercher des renseignements dans les dossiers du Département (et à les reproduire). Par ailleurs, lorsqu'elles communiquent des renseignements au Département, les parties sont tenues de lui remettre l'original, plus six copies, de la version du document contenant les renseignements de nature exclusive, ainsi que trois copies de la version publique. L'une des copies de la version publique est versée au dossier public, qui est à la disposition du public pour consultation, sans préavis, aux heures normales d'ouverture.

Procédures de la Commission du commerce international

La Commission est chargée de déterminer si une branche de production américaine a subi un dommage important à la suite d'importations faisant l'objet d'un dumping. C'est pourquoi, au cours d'une enquête antidumping, elle divulgue tous les renseignements obtenus avant la clôture du dossier

²Voir 19 CFR 351.301 b) 1).

³Voir 19 CFR 351.301 c) 1) (à noter que si des observations concernant des faits communiqués sont formulées moins de dix jours avant l'échéance du délai, à l'échéance de ce délai ou après ce délai (mais ce, en général, uniquement avec l'autorisation du Département), il est possible de présenter des observations visant à les réfuter dans les dix jours qui suivent la date à laquelle lesdites observations ont été communiquées aux autres parties.

⁴Voir 19 CFR 351.301 c) 2).

⁵Voir 19 CFR 351.309 c) 1) i) et 351.309 d).

⁶Voir 19 CFR 351.310.

⁷Voir article 777 i) 3) de la Loi.

⁸Voir 19 CFR 351.224 c).

et fournit aux parties intéressées des possibilités de formuler des observations sur tous les renseignements contenus dans le dossier. C'est ainsi que les parties ont au moins sept possibilités de formuler des observations sur les faits portés à leur connaissance dans le cadre d'une enquête menée par la Commission, comme suit: 1) conférence interne - au stade préliminaire, 2) mémoire après conférence, 3) observations écrites au sujet des projets de questionnaires destinés au stade final de l'enquête, 4) mémoire avant audition, 5) déposition devant les Commissaires et le personnel en cours d'audition, 6) mémoire après audition et 7) dernières observations écrites concernant les renseignements arrivés tardivement. Par ailleurs, tout au long de l'enquête, les parties ont de multiples possibilités de prendre contact avec les membres du personnel de la Commission chargés de l'enquête pour leur communiquer des données, des observations ou des corrections additionnelles au sujet des questions qui touchent au dommage.

Plus précisément, les parties peuvent faire une déposition au cours d'une conférence interne annoncée dans l'avis d'ouverture de l'enquête préliminaire publié par la Commission; elles peuvent ensuite présenter des mémoires contenant des observations sur les dépositions faites au cours de la conférence interne, au stade préliminaire, contester les renseignements présentés par la partie adverse ou formuler des observations sur les renseignements divulgués en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative de protection des renseignements confidentiels, avant ce stade de la procédure.⁹

Ensuite, avant l'établissement par la Commission des questionnaires destinés à la phase finale de l'enquête, les parties ont une fois encore la possibilité de présenter par écrit des observations sur le contenu des questionnaires.¹⁰ Tout au long de la phase finale de l'enquête, les parties intéressées se voient signifier les communications présentées par les autres parties, et les renseignements commerciaux exclusifs destinés à la Commission leur sont communiqués en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative.

Au stade final de l'enquête, il est établi un rapport avant audition qui contient un résumé des faits et des renseignements communiqués à la Commission; il précède l'audition et la présentation des mémoires avant audition. Le rapport est distribué aux parties à l'enquête afin que les mémoires avant audition contiennent les données les plus récentes possibles.¹¹ Chaque partie peut alors présenter un mémoire avant audition, assister à une audition devant les Commissaires et le personnel de la Commission et faire une déposition, et répondre soit oralement au cours de l'audition soit par écrit dans un mémoire après audition aux arguments des parties et aux questions de la Commission et du personnel.¹² Le personnel de la Commission prépare ensuite un rapport final qui contient un résumé des renseignements obtenus. Le rapport final peut être distribué aux parties en même temps que les renseignements arrivés tardivement qui ne leur avaient pas encore été distribués. Le rapport est généralement distribué au plus tard 265 jours après l'ouverture de l'enquête. Les parties ont une dernière possibilité de formuler des observations au sujet des renseignements avant le vote final de la Commission concernant le préjudice.¹³ Après le vote, la Commission communique aux parties la détermination "finale", ainsi que ses constatations.

⁹Voir 19 CFR 207.3 (obligation de signification des renseignements aux autres parties), 207.7 a) 1) (divulgaration de renseignements commerciaux de nature exclusive en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative), 207.12 (publication de l'avis d'enquête préliminaire) et 207.15 (mémoires et conférence).

¹⁰Voir 19 CFR 207.20 b).

¹¹Voir 19 CFR 207.22.

¹²Voir 19 CFR 207.23, 207.24, et 207.25.

¹³Voir 19 CFR 207.30.